

## ÉTUDE SUR

# LES EFFETS DU PROCESSUS AGIR SUR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉSUMÉ  
EXÉCUTIF

MARS 2017

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## 1. CONTEXTE

Face aux crises récurrentes dans le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité permanent Inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et leurs partenaires ont décidé de construire ensemble une Alliance globale pour la résilience (AGIR) - Sahel et Afrique de l'Ouest. L'objectif d'AGIR est de réduire structurellement et de manière durable la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle dans la région afin de contribuer à la réalisation de la Faim zéro dans 20 ans. Après l'adoption de la feuille de route régionale AGIR en avril 2013, les parties prenantes ont convenu de la décliner en « Priorités résilience pays » (PRP-AGIR) à travers un dialogue inclusif rassemblant dans chaque pays l'ensemble des parties prenantes publiques et privées.

## 2. OBJECTIF DE L'ÉTUDE

L'objectif de l'étude est d'évaluer la valeur ajoutée du processus AGIR sur l'ensemble du dispositif de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'évaluation se concentre sur les principaux changements politiques, institutionnels et financiers résultant de la mise en œuvre de la feuille de route régionale. Les bonnes pratiques tirées de l'analyse seront partagées avec l'ensemble des parties prenantes de l'Alliance.

## 3. MÉTHODOLOGIE

L'étude a consisté en : i) des entretiens de personnes-ressources et autres intervenants-clés impliqués dans le processus AGIR aux niveaux régional et national : représentants de gouvernements, organisations professionnelles agricoles, de la société civile et du secteur privé, partenaires techniques et financiers, etc. ; et ii) une revue de littérature. L'analyse s'est focalisée sur un échantillon de cinq pays : Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Mali et Niger, choisis en fonction de leur degré d'avancement dans l'identification des priorités résilience et de la représentativité des pays sahéliens et non sahéliens.

## 4. RÉSULTATS

L'étude a relevé des changements importants sur le plan des engagements politiques, institutionnels et financiers et plus globalement, en matière d'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le processus AGIR a popularisé la problématique de la faim, de la malnutrition et de la protection sociale et ouvert le débat sur la vulnérabilité des populations ainsi que sur les causes structurelles et conjoncturelles.

## CHANGEMENTS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELS

La revue des politiques, programmes et projets a permis aux pays de **renforcer l'intersectorialité** avec une meilleure cartographie des interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) pour les populations vulnérables. Cela permet notamment de renforcer les synergies et les complémentarités pour plus d'efficacité et d'impact des politiques et programmes.

- **Le Mali**, par exemple, a réussi à mieux structurer ses cadres de concertation et d'intervention qui mobilisent quelque 17 départements et institutions intervenant dans la résilience.
- **Le Niger** a renforcé ses instances de coordination du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens). Le portage des instances existantes est rehaussé aux différents niveaux d'ancrage institutionnel par une inclusion des secrétaires généraux des ministères dans les comités sectoriels traitant des champs d'action les concernant.
- L'adoption par le conseil des ministres du document PRP-AGIR par le **Burkina Faso** ainsi que les points mensuels sur les initiatives en matière de résilience au niveau de la présidence de la République du **Niger** renforcent davantage la visibilité des problématiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les agendas politiques de ces pays.

Les changements suivants mettent en lumière les progrès accomplis par les administrations publiques concernant **les enjeux de résilience et surtout sa dimension multisectorielle** :

- **Le Cabo Verde** a élargi le champ d'action de son Conseil national de sécurité alimentaire (CNSA) pour en faire la plateforme multisectorielle et multi-acteurs AGIR.
- **Au Burkina Faso**, des améliorations organisationnelles sont également notées avec un renforcement du Secrétariat permanent de coordination des politiques sectorielles agricoles par la mise en place d'une équipe technique nationale en charge de la coordination du processus de formulation des PRP-AGIR. Cette disposition a renforcé la fonction d'animation autour de la SAN et de la résilience du Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire ; cela a favorisé une implication et une participation active des ministères sectoriels, en fonction de leurs mandats respectifs et contributions spécifiques au renforcement de la résilience. Le Conseil national de sécurité alimentaire a été ainsi plus régulièrement actif.
- **Au Tchad**, les cadres existants tels que le Comité d'action pour la sécurité alimentaire et la gestion des crises (CASAGC) ont été ouverts à d'autres acteurs sectoriels afin de renforcer l'inclusivité et la contribution de tous les secteurs et acteurs participant à la résilience.
- **Le Niger** a créé au sein du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, deux groupes de travail et une cellule dédiée à AGIR ; cette organisation vise à améliorer le cadre d'intervention des acteurs intervenant dans le domaine de la résilience.

## CHANGEMENTS FINANCIERS

Bien que cela soit prématuré de faire une juste appréciation de l'impact du processus AGIR sur l'accroissement des engagements financiers pour la SAN et la résilience, il est cependant permis de noter que le processus a accéléré la concrétisation de projets en préparation au niveau de certains partenaires techniques et financiers, notamment des projets de la Banque africaine de développement, de la Banque islamique de développement et de la Banque mondiale, pour les six pays du Sahel.

- Les PRP-AGIR ont accru la sensibilité des gouvernements pour un meilleur ciblage des financements en faveur des problématiques de résilience. Cela s'est traduit en particulier par une augmentation des allocations budgétaires sur ressources propres de certains pays - **Burkina Faso, Mali, Niger** - au profit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au **Cabo Verde**, le changement notable a été la décision sur l'extension sur financement propre des bénéficiaires de la protection sociale et de l'assistance alimentaire à travers les cantines scolaires.

- Le processus AGIR a aussi amélioré le ciblage et la **traçabilité des financements** en les canalisant davantage vers les populations les plus vulnérables. Les plans d'investissements agricoles en cours d'actualisation revêtent davantage de volets nutritionnels et de protection sociale aussi bien au niveau régional qu'au plan national.
- Au Niger, le nouveau plan d'actions 2016-20 de l'Initiative 3N fait mieux ressortir la programmation sur la protection sociale, la nutrition avec une attention particulière sur les plus vulnérables, deux piliers essentiels de AGIR. Les perspectives et les impressions ressenties dans les pays indiquent que les budgets des États sont susceptibles d'être ainsi **plus sensibles à la résilience des populations vulnérables**.

## CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA DURABILITÉ DES CHANGEMENTS

Quelques conditions sont cependant requises pour la pérennisation, la durabilité et la répliquabilité des changements positifs induits par le processus AGIR.

- Le plus déterminant demeure **le leadership national**. C'est la condition sine qua none pour permettre une appropriation plus renforcée des PRP-AGIR par les gouvernements et les partenaires qui les accompagnent, en faisant d'elles de véritables cadres de référence en matière de résilience. L'engagement et la volonté politique au plus haut niveau sont indispensables pour mener efficacement l'animation et le dialogue politique en faveur de l'alignement de tous les partenaires techniques et financiers et l'ensemble des parties prenantes. Le Niger, à travers l'Initiative 3N, constitue un bel exemple en matière d'affirmation du leadership national autour de la gouvernance SAN et de résilience.
- Les dialogues inclusifs dans les pays ont mis en exergue le défi de la **rationalisation des dispositifs et cadres de concertation** et surtout la nécessité de les inscrire dans une **logique intersectorielle et multi-acteurs** afin de répondre efficacement aux enjeux SAN et de résilience. Tout cela renvoie aux principes clés promus par l'Alliance.
- **Le lobbying et le plaidoyer international** devraient se renforcer pour une mobilisation et une sensibilisation des décideurs politiques pour le maintien de la résilience en haut de l'agenda international de développement dans un contexte largement dominé par la résurgence des défis migratoires et sécuritaires ; renforcer durablement la résilience des plus vulnérables fait partie des solutions à ces défis.

## 5. CONCLUSIONS

L'analyse a permis d'apprécier quelques changements favorables induits par le processus AGIR dans les pays. Ceux-ci méritent d'être partagés et pérennisés. Pour ce faire, il paraît indispensable de :

- Consolider et pérenniser les plateformes multisectorielles et multi-acteurs de dialogue des pays pour en faire des socles d'affirmation du leadership national pour le dialogue, l'alignement, la mise en cohérence et l'efficacité des initiatives résilience dédiées aux pays ;
- Poursuivre et renforcer le processus d'intégration de la dimension résilience dans les politiques, programmes et projets de SAN ;
- Continuer à améliorer la communication, le plaidoyer et le lobbying auprès des décideurs politiques à toutes les échelles - locale, nationale, régionale et internationale ; et
- Renforcer le leadership politique et technique de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS.